

chose plus difficile, et faute d'expérience, d'habileté et de courage de la part du Gouvernement, ce budget ne répondra pas à la situation. Nous autres, chirurgiens, nous sommes parfois obligés de pratiquer de très graves opérations sur nos clients. Et lorsque leur état indique un affaiblissement graduel, il nous faut leur demander de courir de plus grands risques. Il arrive parfois qu'il faille aller jusqu'aux organes essentiels pour enlever des végétations dangereuses. D'autres fois, se sont des toniques puissants qu'il nous faut introduire dans leurs veines pour prolonger leur vie. Il me semble que c'est le cas du ministre des Finances actuel, essayant de rajeunir les vieilles artères durcies du parti libéral au moyen du tonique protectionniste que nous préconisons depuis plusieurs années. Mais il n'a pas réussi, faute d'habileté, de technique, et, principalement, faute du courage nécessaire pour pratiquer l'opération convenablement.

Disraeli, critiquant un jour le gouvernement en exercice, disait qu'il restait à celui-ci le choix de trois solutions: celle qu'il venait d'abandonner, son attitude présente, et celle qu'il aurait dû prendre. Je voudrais examiner la situation du Gouvernement un peu à cette manière. Je dirai peu de chose sur la politique qu'il vient d'abandonner parce que ses propositions actuelles équivalent à l'aveu qu'après avoir prêché de fausses doctrines au peuple canadien durant trente à quarante ans, il voit enfin la vérité. Ce peut être une conversion de moribond, et c'est notre idée. Dans ce cas, je rappellerai que l'histoire ne rapporte qu'une seule conversion méritoire de ce genre, celle du voleur en croix. Voilà pour leur passé.

Je laisse de côté pour un instant l'alternative moyenne, pour demander au Gouvernement ce qu'il aurait dû faire. A cette question, mon chef a donné la réponse l'autre jour, lorsqu'il a dit qu'il devrait abandonner ses fonctions à des Canadiens qui formuleraient une politique canadienne pour le peuple canadien. Voilà ce qu'il aurait dû faire. Au lieu de cela, ainsi qu'on l'a dit cet après-midi et antérieurement, il opte pour une politique qui part de Washington et qui est déterminée par le président des Etats-Unis. De cela nous ne voulons point. Nous croyons que la politique du Canada doit être l'œuvre de Canadiens. Dans cette partie du budget le ministre des Finances n'a fait que déplacer l'aigle américain de Washington au 49^e parallèle de latitude, où il bat les ailes qui s'étendent depuis les glaces de la mer Arctique jusqu'aux effluves du golfe du Mexique. De ce côté de la Chambre, nous ne voulons pas d'un pareil programme. Nous voulons imprimer un essor fructueux à l'industrie canadienne, assurer à nos cultivateurs une rémunération plus généreuse de

leurs durs efforts, et à nos ouvriers une vie plus confortable et plus heureuse.

S'il me fallait n'envisager le présent budget qu'à un ou deux points de vue, je dirais que c'est premièrement un budget d'hypocrisie et en second lieu un budget de camouflage: d'hypocrisie parce qu'ici non seulement le ministre, mais tout le parti libéral de la Chambre, désavoue formellement ses principes politiques. Je dois reconnaître au ministre des Finances une forte dose de courage, car il invite tout le parti libéral à tendre le cou à la guillotine: la décapitation politique, voilà ce qui attend nombre de députés libéraux aux prochaines élections. Quand j'évoque l'histoire de leur administration, je ne m'étonne pas du résultat. Ceux qui siègent ici depuis quelques années savent que peu à peu le parti libéral s'est approprié les doctrines que nous, conservateurs, avons lentement inculquées à la population du pays. Ils ont réclamé tout le mérite de l'établissement du réseau des Chemins de fer nationaux; mais vous vous rappelez, monsieur l'Orateur, qu'il nous a fallu siéger presque toute une nuit au vieux Musée, et menacer ces messieurs du pistolet presque, pour faire adopter le projet grâce auquel le National-Canadien devenait la propriété du public anadien. Certains honorables collègues se souviennent que nous avons presque perdu les Chemins de fer nationaux. Il existait un complot sourdement tramé, pour réserver aux actionnaires le Grand-Tronc-Pacifique, la section rémunératrice du réseau, et décharger sur le public les autres voies qui nous acheminaient rapidement, j'allais dire à la banqueroute,—mais de toute façon qui accumulaient des déficits gigantesques. Un des plus éminents avocats de la Chambre m'a appris alors que ce complot aurait réussi si ses auteurs n'avaient oublié une chose: que la loi des mesures de guerre n'était pas abrogée. Cette loi était encore en vigueur et on m'a certifié à l'époque qu'elle a été invoquée "jusqu'à la gauche" pour assurer au pays l'acquisition des Chemins de fer nationaux. Aujourd'hui, le réseau arrive plus ou moins à solder les intérêts sur sa dette publique; et le Gouvernement recueille l'orphelin avec tendresse et va jusqu'à prétendre que c'est son propre enfant légitime.

Encore, le Gouvernement a incorporé au rapport Duncan une grande partie du programme que nous, conservateurs, avons proposé au pays lors de la consultation électorale de 1925. Personne apparemment ne reconnaît que le mérite de tout cela revient de droit au parti conservateur. Et voici que dans le présent budget le ministère dérober une partie de notre programme protectionniste. Mais ce larcin n'a pas réussi. Ainsi